

# Ces métiers boudés par les jeunes

Page 4

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3990 - Ven 7 - sam 8 octobre 2016 - Prix : 10 DA

Azeffoun et Boumerdès

## Trois terroristes abattus

Page 24

A cause des coûts élevés des offres des multinationales

## Boudiaf : «Les projets de CHU dans le Sud gelés, mais pas annulés»

Page 2

### Casus belli

Par Mohamed Habili

**L**es yeux du monde sont tournés vers la Syrie, où se déroule une guerre dont personne ne peut dire aujourd'hui comment elle va se terminer, si même elle est appelée à se terminer un jour, mais non loin de là, deux conflits se développent, en Irak et au Yémen, qui pour être différents l'un de l'autre n'en comportent pas moins plusieurs points communs. Le moins problématique de ces trois guerres, c'est celle qui en Irak se fait contre les dernières positions de Daech, dont la plus importante, la ville de Mossoul, d'où les forces irakiennes se préparent à le chasser. Son issue ne fait pas de doute parce que les puissances impliquées à un degré ou à un autre, régionales et non régionales, travaillent à l'élimination de Daech, dans le principe tout au moins, encore que chacune y aille avec ses propres calculs. Mais il est un quatrième conflit, dont personne ne parle, sinon les Irakiens, mais qui peut lui aussi, à partir de maintenant, se transformer en guerre, si les Turcs ne retirent pas leurs forces stationnées en territoire irakien, à la frontière entre les deux pays, ce que le gouvernement irakien leur demande instamment depuis plusieurs mois, mais en vain. Pas plus tard qu'hier, les autorités irakiennes ont appelé à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour exiger le retrait des troupes turques, dans ce qui ressemble fort à une dernière tentative de se faire entendre avant de recourir à une autre méthode.

Suite en page 3

## Sellal : «Les efforts se poursuivent afin d'accélérer la régularisation»

# L'Etat part en guerre contre les constructions anarchiques



Décidément, l'Etat veut plus que jamais mettre un terme à l'anarchie qui caractérise le secteur de l'urbanisme à travers pratiquement toutes les agglomérations du pays. Le problème ne date pas d'aujourd'hui. Toutefois, cette «maladie» urbanistique, se développe à une vitesse épidémique.

Page 3

En raison de la crise économique mondiale

## Baisse du volume de publicité publique de 65%

Page 2

Afin de consacrer un appui matériel à la culture

## Le ministre en appelle aux entreprises économiques

Page 13

En raison de la crise économique mondiale  
**Baisse du volume de publicité publique de 65%**

**LE MINISTRE** de la Communication Hamid Grine a révélé jeudi à Alger que le volume de la publicité publique a baissé de 65 % en 2015 et 2016 en raison de la crise économique mondiale.

«Le volume de publicité publique a reculé de 65 % entre 2015 et 2016 du fait de la crise économique mondiale», a indiqué M. Grine qui répondait à la préoccupation d'un député de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre d'une séance plénière consacrée aux questions orales sur les critères de distribution de la publicité publique par l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep).

«La presse privée bénéficie de 90 % de la publicité distribuée par l'Anep tandis que la part de la presse publique est de moins de 10%», a soutenu le ministre assurant que le ministère «n'interviendra pas dans la gestion des entreprises médiatiques mais il se soucie de la protection des journalistes qui est l'axe principal de son action».

Il a réaffirmé l'importance d'observer le professionnalisme qui implique «le respect de la vie privée des individus, l'intégrité, la précision, l'objectivité et le bannissement de la diffamation sans pour autant s'interdire la critique qui est garantie en Algérie dans le cadre de la liberté d'expression».

A une autre question sur l'action de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), M. Grine a répondu que le gouvernement a promulgué les textes réglementaires qui permettent à cette Autorité d'accomplir ses missions notamment, a-t-il expliqué, le cahier des charges régulant les activités des chaînes de télévision. Il a rappelé à ce titre que cinq chaînes seulement avaient des bureaux accrédités en Algérie.

Le ministre de la Communication s'est incliné à la mémoire du regretté Lyès Hamdani, ancien directeur du journal francophone «Horizons», décédé jeudi matin.

RN/APS

A cause des coûts élevés des offres des multinationales

## Boudiaf : «Les projets de CHU dans le Sud gelés, mais pas annulés»

■ La réalisation de nouveaux centres hospitalo-universitaires (CHU) dans les wilayas du Sud du pays est «gelée pour le moment», réaffirme le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, qui précise que leur réalisation n'est pas certes annulée et pourrait être relancée.

Par Louiza Ait Ramdane

**L**e ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf a assuré auparavant que les CHU (projetés) sont gelés mais non annulés, une décision de gel annoncée voilà quelques mois et qui n'a aucun lien avec le contexte économique national suite à la réduction des revenus et rationalisation des dépenses. En réponse à une question d'un député de la wilaya de Béchar, lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, le ministre a imputé le gel des projets de réalisation de centres hospitalo-universitaires dans les wilayas du Sud, initiés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux coûts élevés des offres des bureaux de réalisation des sociétés multinationales.

Il faut parler de l'offre financière proposée pour la réalisation de ces hôpitaux, déclare le ministre. Or, «c'est une offre inimaginable, de 170% de plus que ce qui a été formulé» pour les études et la réalisation des CHU, relèvera Abdelmalek Boudiaf qui considère que cette proposition financière «n'est pas normale». Ainsi, le gel décidé en raison du caractère «inacceptable» de cette «offre trop élevée», considérera le ministre de la Santé.

«Ces projets sont actuellement gelés et peuvent être relancés prochainement», a indiqué le ministre, ajoutant que cette wilaya (Béchar) dispose de structures hospitalières, de médecins spécialistes et de professeurs universitaires capables de gérer le secteur de la santé au même rythme qu'un hôpital universitaire.

Le ministre a saisi l'occasion pour rappeler l'arrêté ministériel de 2013 portant création de 23 centres hospitalo-universitaires. «Il sera procédé progressivement à l'ouverture de nouveaux centres spécialisés en chirurgie, otorhino-laryngologie (ORL), pneumologie et cancer», a-t-il affirmé. Dans le même contexte, le ministre a ajouté que l'hôpital actuel de la ville de Béchar remplit le rôle d'un hôpital universitaire, à l'instar de ce qui se fait dans la wilaya de Béjaïa depuis des années, sans pour autant priver ces régions des services hospitalo-universitaires.

**Avec une charge annuelle de 405 milliards de DA**

Plus de 52 % des bénéficiaires de retraite directes ont moins de 60 ans. Plus de 52%



Ph/DR

des bénéficiaires de retraite directes servies par le système national de retraite, avec une charge financière annuelle de plus de 405 milliards de DA ont moins de 60 ans, selon le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Selon un document du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le bilan cumulé de l'application du dispositif 97-13, de 1997 à 2016, montre que près de 890 000 retraités sont des bénéficiaires de retraite avant 60 ans.

Ce dispositif a entraîné, pour un nombre important de travailleurs, des départs à la retraite anticipée à partir de 50 ans, ce qui a entraîné pour la Caisse nationale des retraites (CNR) «un manque à gagner pour les recettes de cotisations et surtout une augmentation significative de la dépense de retraite».

Le système national de retraite sert actuellement plus de 3 millions de pensions et allocations de retraite pour une dépense globale annuelle de plus de 870 milliards de DA. Le ratio du nombre de travailleurs cotisants pour un retraité est actuellement à 2,1, alors que la norme pour garantir la viabilité d'un système de retraite est d'au moins 5 actifs cotisants pour un retraité. Le ministre a souligné que cette situation a engendré des difficultés financières structurelles pour la CNR, qui ont été prises en charges en 2015 et 2016 par la solidarité inter-caisses, notamment celle de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas). Dans le souci de préserver le système de retraite et de garantir sa pérennité pour les générations futures, et en application de son programme approuvé par le Parlement en 2014, le gouverne-

ment a engagé un projet de réforme après une concertation avec les partenaires sociaux (UGTA-patronat) lors de la 19<sup>e</sup> tripartite du 5 juin 2016. Cette réforme vise à revenir à l'âge légal de départ à la retraite, fixée par la loi et à abroger l'ordonnance 97-13 relative à la retraite sans condition d'âge et à la retraite proportionnelle.

**Gouvernement et UGTA pour convaincre sur le nouveau système de retraite**

Le gouvernement et l'UGTA se déploient et tentent d'expliquer leur argument sur le nouveau système de retraite qui entrera en vigueur à partir de l'année prochaine, en tentant de trouver des solutions meilleures susceptibles d'éviter la fronde sociale.

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, explique la réforme de la Caisse nationale de retraites (CNR). Le système de retraite explique-t-il, fait face à un «gros fardeau» avec le versement chaque année de 870 milliards de dinars pour 3 millions de retraités. Le ministre du Travail, lors d'une journée d'information sur le nouveau projet de retraite, a indiqué que ce nouveau système est instauré pour conforter les droits des citoyens et garantir les équilibres financiers de la caisse nationale des retraites (CNR). Le ministre qui présidait avec le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) Abdelmadjid Sidi Said la cérémonie d'ouverture de la rencontre, rappellera par la suite dans quelles conditions historiques était instaurée la retraite sans conditions d'âge.

C'était en 1997 dans les circonstances particulières du programme d'ajustement structurel élaboré par le gouvernement suite à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). El Ghazi reconnaît cependant que le projet qu'il défendra bientôt devant le Parlement est dicté par les «difficultés financières» et vise à éviter toute crise que la caisse pourrait rencontrer à l'avenir. Il ajouta qu'il sera aussi question dans cette affaire de sauvegarder le système national de retraite dans le cadre de l'égalité et de la justice sociale.

Au sujet des métiers pénibles, qui ne seront pas concernés par la retraite à 60 ans, le problème n'est pas encore cerné. Une commission comptant des experts de différents domaines, dont des médecins, mise en place, y travaille pour examiner les sources de financement de la CNR de manière à garantir sa pérennité.

De son côté, Abdelmadjid Sidi Said, fera savoir que juste après l'adoption du projet, la commission étudiera les sources de financement de la CNR pour assurer sa pérennité. Selon Sidi Said, il n'y a pas que des candidats au départ à la retraite anticipée ; il y en a qui veulent travailler au-delà de 60 ans. La Centrale syndicale a enregistré 657 000 demandes de travailleurs ayant exprimé le souhait de poursuivre le travail après l'âge minimum de la retraite défini à 60 ans, dira-t-il.

Il y a lieu de souligner que le nouveau système de retraite est contesté par certains syndicats qui ont menacé de sortir dans la rue en guise de manifestation si le gouvernement met en application la suppression du départ à la retraite sans limite d'âge.

L. A. R.

- Sellal : «Les efforts se poursuivent afin d'accélérer la régularisation» -

# L'Etat part en guerre contre les constructions anarchiques

■ *Décidément, l'Etat veut plus que jamais mettre un terme à l'anarchie qui caractérise le secteur de l'urbanisme à travers pratiquement toutes les agglomérations du pays. Le problème ne date pas d'aujourd'hui. Toutefois, cette «maladie» urbanistique, se développe à une vitesse épidémique.*

Par Meriem Benchaouia

Le phénomène s'est amplifié depuis des années, en prenant de nouveaux aspects. Ainsi, les contrevenants d'aujourd'hui au code de l'urbanisme ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Il ne s'agit plus uniquement de pauvres gens qui bâtissent des maisons sans permis, mais aussi de personnes qui, profitant de la faiblesse de l'Etat, érigent, illégalement, des constructions partout et n'importe où. Pourtant, la législation prévoit des sanctions à l'encontre des contrevenants. La nouvelle loi accorde un délai de cinq ans aux concernés pour achever la construction de leur habitation sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à la démolition de la construction. A cet effet, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a affirmé jeudi que les efforts se poursuivaient afin d'accélérer la cadence de régularisation des dossiers des constructions anarchiques et de faciliter l'octroi de permis de construire aux citoyens. Dans sa réponse à l'Assemblée populaire nationale lue par la ministre déléguée chargée des Relations avec le Parlement, Ghania Eddalia, M. Sellal a estimé que ce dossier revêtait un caractère «sensible» car «il ne touche pas seulement à l'aspect juridique des biens des individus mais aussi à la préservation de l'urbanisme et de notre identité culturelle et civilisationnelle». Il a indiqué que les pouvoirs publics accordaient un «intérêt particulier» à ce sujet qui s'est traduit par la promulgation de la loi 08/15 relative aux règles de



Ph /DK

conformité des constructions et à la finalisation de la réalisation. Les dispositions de ladite loi en date de 2008, concernent les constructions achevées et non conformes au permis de construire délivré outre les constructions sans permis de construire. M. Sellal a rappelé également l'instruction interministérielle adressée à l'ensemble des walis et portant allègement des dossiers administratifs liés aux demandes de conformité, à la simplification de l'examen des dossiers déposés, à l'accélération de la régularisation des actes de propriété et enfin à la définition des règles en vigueur pour différencier les régions prioritaires. D'autre part, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités

locales a relancé le rôle des commissions de daïras instituées à cet effet en les «exhortant à suivre les dossiers en vue de trouver les solutions idoines à chaque cas jusqu'à règlement définitif du dossier», a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avait instruit les promoteurs immobiliers publics de régulariser les dossiers des constructions restantes des fonciers cédés dans le cadre de leurs opérations commerciales. Actuellement, les services concernés se penchent sur le traitement des dossiers et ce, après expiration des délais de dépôt en août 2016. A ce propos, M. Sellal a indiqué qu'«au regard du nombre important des

dossiers à traiter, les commissions sont tenues d'examiner chaque cas séparément en fonction de ses spécificités juridiques». Il a cité en outre, le statut juridique des terres sur lesquelles ont été réalisées des constructions, notamment les propriétés de l'Etat exploitées par les communes, ce qui impliquait un transfert de la propriété d'Etat à la commune et l'établissement d'actes de propriété. Concernant la simplification des procédures administratives liées à l'octroi des permis de construire, le Premier ministre a souligné le décret exécutif 15/19 fixant les modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme et qui exigeait une réduction du délai d'étude à 20 jours. **M. B.**

## Logements

### Tebboune recommande aux OPGI de centrer leurs efforts sur les projets sociaux



Face aux besoins grandissants de la population en matière de logements, plusieurs chantiers sont en cours de réalisation. Pour le premier responsable du secteur

de l'Habitat la priorité sera donnée aux projets de logements sociaux. En effet, Abdelmadjid Tebboune a affirmé jeudi avoir recommandé aux Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), de centrer leurs efforts sur les projets de logements sociaux. En réponse à une question orale à l'Assemblée populaire nationale, M. Tebboune a indiqué que «le décret définissant les missions des OPGI promulgué en 1991, permet à ces offices de réaliser des projets promotionnels libres, mais nous avons demandé aux responsables des OPGI de s'éviter ces projets autant que faire se peut». «Nos recommandations aux OPGI s'articulent autour de la nécessité de centrer leurs efforts sur les programmes sociaux de l'Etat, en ce sens qu'ils (les OPGI) sont le principal outil de leur réalisation». «Si les OPGI estiment être en mesure de réaliser des projets libres, qu'ils le fassent, mais dans le cas contraire, il serait judicieux ne pas les réaliser pour éviter les problèmes qui pour-

raient en découler», a ajouté M. Tebboune. Après la promulgation du décret de 1991 portant transformation de la nature juridique des statuts des OPGI, ces derniers ont été transformés dans leur nature juridique en établissements publics nationaux à caractère commercial et industriel (EPIC) dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Le nombre de logements réalisés par les OPGI dans le cadre des projets immobiliers libres est estimé à 1 800 logements, selon M. Tebboune qui a qualifié ce chiffre de très faible par rapport «aux millions de logements réalisés dans le cadre de projets publics». Malgré leurs taux faibles, ces projets enregistrent plusieurs problèmes, notamment avec les souscripteurs. S'exprimant sur les contentieux concernant ces projets, M. Tebboune a indiqué que «tout ce qui se passe est purement commercial. Dans les affaires commerciales c'est la justice qui tranche».

**M. B.**

## LA QUESTION DU JOUR

### Casus belli

suite de la page Une

Rien dans l'attitude de leurs homologues turcs n'est pour l'heure de nature à prouver que ceux-ci ont l'intention de leur donner satisfaction. Tout au contraire, leurs réponses aux doléances irakiennes sont toujours empreintes à la fois de désinvolture et d'agacement, comme si leurs voisins les importunaient relativement à quelque chose qui ne mérite pas qu'eux-mêmes s'y intéressent. Les Turcs violent l'intégrité territoriale d'un Etat souverain, ou plus exactement occupent une partie de son territoire, mais ils refusent obstinément de voir dans ce fait un casus belli, dans l'idée que l'Irak ayant pour le moment bien d'autres chats à fouetter ne devrait pas se plaindre pour si peu. Une occupation de plus ou de moins pour un pays qui en a tant vu depuis plusieurs années, n'est-ce pas pure mauvaise foi de sa part que de se focaliser sur elle, temporaire qui plus est, et même faite pour l'aider à en finir avec son véritable ennemi du moment : Daech. En fait, si les Turcs occupent l'Irak, c'est pour une raison qui ne concerne pas Daech, mais le PKK, qu'ils estiment être leur ennemi principal dans la région. Et puis chacun sait bien que Daech ne serait pas ce qu'il est, ni ce qu'il a été dans un passé encore proche, s'ils n'avaient pas été là pour l'alimenter en tout, en hommes et en armes. Si ça n'avait tenu qu'à eux, jamais il n'y aurait eu de mobilisation internationale contre lui, aurait-il commis bien plus d'attentats chez eux que ça n'avait été le cas. L'ennemi mortel du Turc c'est le Kurde, et d'abord le Kurde turc, où qu'il soit du reste. N'empêche, le gouvernement turc devrait comprendre que la patience de Bagdad est à bout, et que pour lui, une guerre de plus ou de moins, ce n'est pas aussi grave pour un pays qui pour le moment n'en connaît aucune de vrai, en tout cas sur son propre territoire. Il devrait d'autant plus se méfier que bien des bords ne seraient pas mécontents de le voir prendre des coups sans pouvoir les rendre. Si l'Irak décide, ce qui, répétons-le, peut désormais arriver à tout moment, de lui tenir un autre langage que celui de la doléance, il peut être amené à retirer ses troupes sans demander son reste. En effet, l'Irak a des alliés sur qui compter dans la région, à commencer par les Etats-Unis, qui sans doute ne lui permettraient pas alors de prendre sa revanche.

**M. H.**

L'État face au défi de la revalorisation

# Ces métiers boudés par les jeunes

■ A l'aune de la mondialisation où la valeur du travail n'est plus la même, trimer beaucoup pour un maigre salaire n'est plus de mise, comme c'était le cas pour nos aînés.

Par Yacine Djadel

De plus en plus de jeunes non seulement cherchent la facilité en optant pour un métier moins pénible et bien rémunéré, mais pire encore, ils arrivent même à boudier certains secteurs professionnels qu'ils jugent largement moins «classe» pour eux. En effet, loin est le temps où l'on ne choisissait guère son travail par passion ou tendance mais juste par nécessité de gagner sa croûte. C'est dire que les représentations sociales et culturelles de la notion de travail se sont totalement muées, et ce, un peu partout dans le monde. Pour ce qui est de l'Algérie, plusieurs métiers à l'image de ceux du bâtiment, des professions artisanales ainsi que dans des secteurs phares tels que l'agriculture sont ainsi mis à l'écart. Au point même que certains jeunes préfèrent rester au chômage plutôt que de se lancer dans ces métiers qui jadis avaient tout leur prestige. Un paradoxe même pour un pays comme l'Algérie où le taux de chômage atteint les 14%, selon les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS) au titre de l'année 2015. Un fait qui renseigne également sur les causes réelles du chômage, comme quoi parfois c'est dû à la désertification de certains domaines d'activité plutôt qu'à l'absence de travail en lui-même. Un phénomène sociologique, qui selon certains spécialistes, est lié aussi à la généralisation de la culture de l'argent facile prônée depuis quelque temps par nos jeunes. Parmi eux il y en a qui sont même fiers d'être «business» comme on dit. «C'est normal que je préfère une affaire en ramenant des clients pour une vente d'appartements où parfois je prends une commission allant jusqu'à 200 000 DA en



l'espace d'une transaction de quelques heures seulement que de bosser comme un dingue pour un salaire mensuel de 25 000 DA avec lesquels je ne peux même pas subvenir aux besoins d'un seul de mes

gamins», nous a confié Idir, un jeune père de famille qui travaille dans l'immobilier. «Je gagne plus que ma sœur qui est médecin généraliste à l'hôpital en plus de temps, alors vivement les affaires», ajoute Arezki un reven-

deur de devises. Il est clair pour ces jeunes que leurs métiers actuels, bien qu'officieux, leur permettent de vivre et largement à bien gagner leur vie mais ce qu'ils ignorent c'est qu'ils ne sont que dans le provisoire et

jamais dans le long terme, à savoir loin d'une sécurité socio-professionnelle proprement dite. Pour l'Etat, cet état de fait est encore plus inquiétant car très perçant pour la production économique nationale. Afin donc d'y remédier celui-ci tente par tous les moyens de faire revaloriser ces emplois sous-estimés par bon nombre de ces jeunes. Pour preuve, des initiatives stratégiques d'encouragement, un peu partout à l'échelle nationale, sont ainsi lancées à l'exemple de celle du centre de formation de Sidi Lakhdar dans la wilaya d'Aïn Defla. Inauguré le 25 septembre dernier à la faveur de la nouvelle rentrée professionnelle, ce dernier se trouve être dédié exclusivement à l'agriculture. Une action de la part de la tutelle qui s'emploie à relever le défi consistant à rendre le secteur attractif aux jeunes, redonnant de manière générale, le blason pour ces métiers tant dévalorisés par la jeunesse du pays. **Y. D.**

## Wilaya d'Alger

### Bientôt un centre de facilitation pour jeunes promoteurs

Un premier centre de facilitation assurant l'accompagnement, l'orientation et la formation au profit de jeunes porteurs de projets innovants dans le cadre des PME, sera opérationnel à la fin de 2016 au niveau d'El Mohammadia (Alger), a-t-on appris auprès de la direction de l'industrie et des mines de la wilaya d'Alger.

«Ce centre de facilitation situé à El Mohammadia dont les travaux ont atteint 80% a pour ambition d'accompagner les jeunes promoteurs afin qu'ils puissent rapidement créer leurs propres entreprises», a indiqué à l'APS le directeur de l'industrie et des mines de la wilaya d'Alger, Hamou Benabdellah. «Le centre de facilitation fait partie de la maison d'entreprise (en cours de création) qui englobe aussi la pépinière d'entreprises, l'agence nationale de développement de la PME et le fonds de garantie de la PME», a

précisé le responsable. «Le but essentiel de la mise sur pied d'un tel centre est de créer le maximum de petites et moyennes entreprises (PME) innovantes à Alger pour faire face au déficit dans ce domaine en prenant en compte des normes internationales, a relevé le responsable.

Il existe actuellement à Alger 50 000 PME, ce qui est «insuffisant», a considéré M. Benabdellah ajoutant que l'«objectif essentiel est de doubler leur nombre à l'horizon 2025». Les jeunes promoteurs disposeront, grâce à ce centre, de tous les moyens matériels (bureaux, Internet, fax, téléphone etc...), «à des prix symboliques jusqu'à ce qu'ils puissent créer leurs propres entreprises», a souligné le responsable.

En plus des moyens matériels, les jeunes promoteurs bénéficieront d'une formation continue au niveau de ce centre, assurée par

des experts et des universitaires spécialisés dans le domaine, a ajouté M. Benabdellah.

Ce centre dont l'enveloppe financière a atteint près de 8 milliards de centimes est constitué de plusieurs salles de conférences et de départements de services (information, documentation, formation etc...).

En plus du centre de facilitation qui sera opérationnel fin 2016, il sera créée prochainement dans le même endroit à El Mohammadia «La pépinière d'entreprises» qui sera à l'image de la pépinière des plantes permettant, notamment aux jeunes promoteurs de créer leurs entreprises, selon le responsable. «La pépinière d'entreprises est un espace où seront hébergés 40 porteurs de projets innovants afin de leur faciliter et leur offrir les moyens nécessaires pour créer rapidement leurs entreprises», a précisé le responsable. **(APS)**

## Dernier mouvement opéré par Bouteflika

### Tizi Ouzou change à nouveau de wali



La wilaya de Tizi Ouzou change à nouveau de wali à la faveur du dernier mouvement opéré par le président de la République Abdelaziz Bouteflika. Le désormais ex-wali de Tizi Ouzou, Brahim Merrad laisse sa

place à Bouderbali Mohamed venu du même poste à Sétif. Tizi Ouzou change ainsi de chef d'exécutif en une année puisque Merrad était arrivé aux affaires de la wilaya en juillet dernier. En une année, Brahim Merrad s'est attelé beaucoup plus à dresser le terrain de l'avis des observateurs avisés de la gestion locale. Il a sillonné les 67 communes et a même prescrit le remède pour certaines situations conflictuelles. Néanmoins il est trop tôt de tirer les conclusions de l'action des services de la wilaya sous l'ère Brahim Merrad. Certaines parties reprochaient au wali une certaine lenteur dans la prise de déci-

sion pendant que d'autres assimilaient cette lenteur à la sagesse du chef de l'exécutif. Certes le constat global de la situation du développement de la wilaya de Tizi Ouzou n'a pas connu d'évolution significative durant cette année de passage de Brahim Merrad. Le contexte général financier du pays marqué par l'austérité dictée par la baisse des recettes pétrolières n'a pas été certes favorable à un développement. Mais cela n'explique pas toute la stagnation qui affecte de nombreux secteurs de la wilaya. Bien que la nomination de l'un des doyens des walis d'Algérie à la tête de la wilaya de Tizi Ouzou, il y a une année, avait suscité grand espoir parmi les populations de la région. Et ce même espoir est en train de

naître à l'annonce du nouveau wali, Mohamed Bouderbali. Ce dernier est issu du corps de la Protection civile pour avoir occupé le poste de directeur central de la Prévention à la direction générale de Protection civile jusqu'à 2001 avant sa nomination comme wali d'Oum El Bouaghi (2001-2006), de Aïn Témouchent (2006-2010) de Skikda (2010-2013) et de Sétif (2013-2016). Les populations de Tizi Ouzou attendent du nouveau wali la relance des chantiers de développement socio-économique de la wilaya accusant du retard pas toujours questions finances mais plutôt de l'organisation et autres contraintes. Parmi ces grands chantiers qui attendent l'arrivée du nouveau wali figurent la pén-

trante autoroutière, le barrage d'eau de Souk Tlatha, le nouveau stade de 50 000 places, le logement, les infrastructures scolaires et universitaires, la modernisation de la voie ferrée Thénia-Oued Aissi et le téléphérique de la ville de Tizi Ouzou. Confrontés à de nombreuses contraintes leur faisant accuser des retards, ces chantiers ont besoin aujourd'hui de sang neuf dans leur gestion à commencer par la levée de ces mêmes contraintes qui les freinent. Les échos parvenus de la capitale d'El Hidhab autour de la gestion de ce commis de l'Etat ont déjà suscité de l'espoir parmi les populations de la wilaya de Tizi Ouzou de voir leurs préoccupations enfin bien prises en charge. **Hamid M.**

Pour la première fois depuis juin

# Le pétrole se maintient au-dessus des 50 dollars

■ Continuant à profiter de l'annonce d'une réduction des stocks américains de brut et de la décision prise par l'Opep à Alger de réduire la production, les cours du pétrole ont dépassé pour la première fois les 50 dollars le baril depuis juin.

Par Souad H.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 52,14 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 37 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance reculait de 19 cents à 50,25 dollars. Vers 07h30 GMT, le Brent a atteint 52,84 dollars et le WTI 50,74 dollars, s'approchant de leurs plus hauts niveaux de l'année atteints en juin, à 52,86 dollars pour le Brent et à 51,67 dollars pour le WTI. Les cours de l'or noir profitaient en début de séance des espoirs sur une réunion officielle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), en marge d'un sommet sur l'éner-



Ph. &gt; D. R.

gie qui doit se tenir à partir ce week-end à Istanbul. «Le pétrole a été soutenu par la baisse des stocks américains (selon des données publiées mercredi par le Département américain de l'Energie), et l'accord de l'Opep revient désormais au centre de l'attention», commentait Michael van Dulken, de Accendo Markets. Les responsables de l'Opep auraient pu profiter de leur présence à Istanbul pour clarifier l'accord trouvé la semaine dernière à Alger pour limiter la production et ainsi équilibrer un marché dont la demande croît avec moins de vigueur. Mais la Russie, un des plus grands producteurs mondiaux et qui ne fait pas partie de l'Opep, aurait d'ores et déjà écarté l'idée d'un accord à Istanbul. «Il s'agira uniquement de discussions», a déclaré le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak, à l'agence Bloomberg. Plusieurs analystes soulignent depuis la semaine dernière la position ambiguë de la Russie qui a produit à des niveaux records en septembre. Les membres du cartel sont particulièrement surveillés par les investisseurs depuis que l'Opep a annoncé la semaine dernière, à l'occasion d'une réunion informelle à Alger, son intention de réduire sa production à l'issue de son prochain sommet, en novembre à Vienne. Or, dans un entretien retransmis jeudi, Nouredine Boutarfa, ministre de l'Energie, «a estimé que l'Opep avait de la marge pour abaisser encore plus sa production» que ce qui avait été annoncé, a rapporté M. Larry. Ces propos ont relancé les spéculations sur des mesures ambitieuses du cartel face à la surabondance.

A ce titre, M. Boutarfa a donné un autre espoir aux investisseurs en annonçant «une nouvelle réunion informelle la semaine prochaine entre producteurs, cette fois à Istanbul, en présence de certains membres de l'Opep et de la Russie», comme l'écrit Matt Smith, de ClipperData. La Russie fait partie du trio des grands producteurs mondiaux, avec l'Opep et les Etats-Unis, et elle avait plutôt réagi fraîchement à l'annonce de l'accord interne au cartel la semaine dernière.

A. B./agences

## Investissements

### La Cnuced optimiste pour la reprise des IDE en Algérie

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'investissement (Cnuced) a prévu jeudi un rebond des flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Algérie en 2016 grâce au changement de cap en matière de politiques d'investissement. Dans son enquête sur les tendances d'investissements dans le monde, publiée jeudi, l'organisation onusienne souligne que «la libéralisation des régimes d'investissement et la privatisation des actifs appartenant à l'Etat devraient donner un coup de pouce aux IDE» entrant en Afrique, citant en cela l'exemple de l'Algérie. Le changement de cap en matière de politiques d'investissement et la reconfiguration du capital des entreprises d'Etat devraient aider l'Algérie à drainer plus d'IDE. La Cnuced s'attend à une hausse des flux à destination de l'Algérie avec la cession d'actions dans 20 champs pétroliers et gaziers, envisagées par le groupe Sonatrach. L'organisation ne fournit pas cependant une estimation chiffrée sur le volume d'IDE attendus en 2016. Ce

rebond interviendra après un recul enregistré en 2015 en termes de flux entrant à -587 millions de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2014, selon des estimations publiées en juin dernier par la Cnuced. Les chiffres de juin ont cependant fait état d'une progression du stock d'IDE entrant, qui représente le total des investissements directs étrangers captés par l'Algérie en 15 ans, de 3,3 mds de dollars à fin 2000 à 26,2 mds de dollars en 2015. L'enquête souligne que la suppression des obstacles à l'investissement dans plusieurs pays africains, dont l'Algérie devrait aider à drainer plus d'IDE vers le continent. Pour 2016, l'Afrique va s'en sortir mieux que les autres régions du monde où les IDE sont attendus à la baisse. La Cnuced relève que le continent va renouer en 2016 avec la croissance des IDE, en tablant sur une hausse de 6% par rapport à 2015 à près de 60 milliards de dollars. Les pays d'Afrique du Nord enregistreront la plus importante hausse, mais des pays comme le Mozambique, l'Ethiopie et le Rwanda vont éga-

lement voir leur flux d'IDE s'inscrire dans une trajectoire de croissance, selon les mêmes prévisions. Ces investissements sont attendus dans des secteurs tels que l'électricité, le gaz, les ressources en eau, la construction, le transport et l'industrie mécanique. Durant le premier semestre 2016 les flux d'IDE captés par l'Afrique ont avoisiné les 29 milliards de dollars en hausse de 25% par rapport à la même période de l'année passée.

#### Les IDE dans le monde devraient baisser de 10 à 15%

Par ailleurs, l'Organisation onusienne note que les flux dans le monde devraient enregistrer une baisse de 10 à 15% à près de 1,6 trillion de dollars. Le recul prévu en 2016 qui traduit la fragilité de l'économie mondiale sera suivi par un redressement en 2017 et 2018. Les flux d'IDE devraient progresser à 1,8 trillion de dollars mais ils resteront inférieurs à leur pic d'avant la crise, prévoit cette enquête. «Cette baisse d'IDE est inquiétante,

parce que l'économie mondiale a besoin des investissements en urgence pour la reprise», a déclaré le secrétaire générale de la Cnuced, Mukhisa Kituyi. Le dernier rapport de la Cnuced publié en juin dernier a fait état d'une hausse importante des flux d'IDE dans le monde en 2015 qui ont atteint 1,76 trillion de dollars, un plus haut jamais enregistré depuis la crise financière. Pour 2016, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis resteront les trois principaux pays récepteurs d'investissements étrangers, alors que Hong Kong (Chine) et Singapour devraient sortir du classement top 14 des meilleures destinations pour l'investissement étranger. Huit pays en développement, essentiellement de l'Asie et de l'Amérique Latine, figurent dans ce classement, confirmant les bonnes perspectives de croissance pour ces deux régions à long terme. La reprise des IDE dans les pays développés risque de s'arrêter en 2016. La Cnuced prévoit déjà une baisse de 11% des flux à près de 880 milliards de dollars.

Souad H./APS

## Projet du complexe sidérurgique de Bellara

### 59% de taux d'avancement des travaux

Le taux d'avancement des travaux de réalisation du complexe sidérurgique de Bellara (El Milia, sud-est de Jijel) a atteint 59%, ont indiqué, jeudi, des responsables de l'AQS (Algerian Qatari Steel), propriétaire du projet, en marge d'une visite des autorités de la wilaya. Le premier laminoir sur les trois prévus dans

ce grand complexe industriel est actuellement à 70%, ont affirmé à l'APS, les responsables du groupe italien Danielli, chargé de la construction de cet ensemble sidérurgique. Cet investissement de 2,2 milliards de dollars procédera en juin 2017 aux premiers essais de production dans la perspective de livrer, dans une

première phase, quelque deux millions de tonnes d'acier, avant d'atteindre une capacité de quatre millions de tonnes en 2019. Lors de sa visite, le wali, Larbi Merzoug, a notamment invité les responsables de l'AQS, société en joint-venture, à renforcer les équipes pour être au rendez-vous des délais impartis. Ce

projet sidérurgique, conjugué à l'activité du port de Djendjen ainsi que les effets induits par la future pénétrante autoroutière entre cette infrastructure portuaire et la ville d'El Eulma (Sétif) seront d'un grand apport pour l'économie tant régionale que nationale, a affirmé le chef de l'exécutif local dans une déclara-

tion à la presse. Cette visite a été également mise à profit pour inspecter d'autres projets de construction d'une centrale électrique d'une capacité de 1 600 mégawatts, d'un poste électrique, de logements publics locatifs (LPL), d'un échangeur routier et d'un siège de tribunal à El Milia.

N.T./APS

El Tarf

# «Records» enregistrés dans la production agricole en irrigué

■ La wilaya d'El Tarf a enregistré des «records» en matière de récolte et d'extension des superficies agricoles irriguées par le système «goutte à goutte» au titre de la saison 2015-2016, a indiqué le directeur des services agricoles.

Par Siham N.

**P**as moins de 269 000 quintaux de céréales ont été récoltés au cours de la dernière campagne moisson-battage, contre 177 000 quintaux enregistrés la saison écoulée, a précisé Yacine Kourd, affirmant que la production céréalière cette année est un «record» pour la wilaya. En marge de la célébration de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, le même responsable a souligné que la production de la tomate industrielle a atteint cette année le seuil des trois millions de quintaux. Il a ajouté que la wilaya d'El Tarf a réalisé un «bond» en matière de superficies irriguées par le système goutte à goutte, passant de 300 hectares à 2 000 hectares. Ce record est le fruit d'une coordination et d'efforts soutenus entre les différents partenaires concernés (DSA, agriculteurs, transformateurs, instituts banques...), a ajouté la même source, insistant sur les efforts déployés par l'Etat pour la promotion de ce secteur stratégique. La journée de célébration de la vulgarisation agricole, placée cette année sous le slogan «l'agriculture face aux défis des



changements climatiques», a été marquée par une exposition riche en produits agricoles, organisée au niveau du hall de la

direction locale des services agricoles. Deux communications autour de thèmes en rapport avec cette journée ont été égale-

ment au menu de cette journée à laquelle ont pris part de nombreux participants, principalement des agriculteurs, des opérateurs économiques dans le secteur agricole et des représentants dans divers services concernés (pêche, commerce, hydraulique...). L'assistance a particulièrement accordé un intérêt à une communication consacrée à l'agriculture et au changement climatique en Algérie, présentée par Chanez Amira Zaidi, chef de service chargée de la production et l'appui technique. L'accent a été mis sur le fait que l'agriculture était le secteur économique le plus sensible aux effets négatifs des changements climatiques dans la mesure où le réchauffement induisait des modifications des cycles de l'eau ainsi qu'une baisse de la fertilité des sols et l'érosion de la biodiversité. Cet état de fait constitue une réelle menace pour la sécurité alimentaire, a-t-on soutenu. Aussi, a-t-on insisté, sur le triple défi à relever dans le cadre d'une agriculture-climat intelligente du moment qu'il est question d'assurer simultanément la sécurité alimentaire ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation des émissions de gaz à effet

## Khenchela Formation régionale en faveur des agriculteurs

Un cycle de formation au profit des agriculteurs affiliés à la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de plusieurs wilayas de l'est du pays sera lancé avant la fin du mois en cours dans la wilaya de Khenchela, a indiqué jeudi le directeur de la Caisse. Ce cycle de formation sera consacré à plusieurs thèmes liés au domaine végétal et à l'aménagement de la terre (labours-semailles), les techniques d'utilisation des engrais et de production des semences a précisé Salah Mezahdia. Il a ajouté que ce cycle de formation devant se tenir à la Maison du fellah sera également dédié aux nouvelles méthodes d'élevage, à la production animale par insémination artificielle et aux maladies affectant le cheptel. A l'initiative de la CRMA, cette formation, prévue à la Maison de l'agriculteur, ciblera des fellahs de plusieurs wilayas dont ceux de Khenchela, Oum El Bouaghi, Tébessa, Souk Ahras et Batna a-t-on encore noté, précisant que deux thèmes de formation sont retenus par semaine et cibleront chacun 50 agriculteurs. En matière de formation des agriculteurs, un autre programme initié par la caisse agricole de soutien agricole (CASA) prévoit la formation de 3 600 fellahs de la wilaya de Khenchela, a-t-on encore ajouté, détaillant que ces formations seront encadrées par des médecins vétérinaires, des cadres de la CASA et des spécialistes du monde agricole de différents instituts nationaux spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. **APS**

## Centre universitaire de Tipasa Ouverture de 5 nouveaux Master

LE CENTRE universitaire Morsli-Abdallah de Tipasa a ouvert, pour la nouvelle année universitaire 2016-2017, cinq nouveaux Master destinés à plus de 3 800 nouveaux étudiants, a-t-on appris, jeudi, auprès du rectorat de cet établissement. Le premier Master en Marketing a été ouvert au niveau de l'institut d'économie, au moment où deux nouveaux Master en critique moderne et contemporaine et linguistique générale ont été ouverts à l'Institut de langue arabe. Les deux derniers Master en Etat et institutions publiques et droit des affaires ont été ouverts à l'Institut de Droit. Un nouvel Institut en technologie et sciences a été, également, ouvert durant cette année universitaire, au niveau du même centre universitaire, avec l'inscription de 800 étudiants, a ajouté la même source, signalant l'inscription de ces opérations au titre de l'élargissement des activités de cet établissement, ouvert aux étudiants durant l'année universitaire 2012-2013. Durant cette nouvelle rentrée universitaire 2016-2017, le Centre universitaire Morsli-Abdallah de Tipasa a accueilli plus de 11 000 étudiants au niveau de ses quatre instituts Langue et littérature arabe, Droit et sciences politiques, Sciences sociales et humaines, et Sciences économiques, commerciales et sciences de la gestion. Quelque 1 400 autres étudiants sont inscrits en post-graduation. **R.R.**

Mostaganem

## Remise de 520 pré-affectations de logements sociaux

**A**u moins 520 pré-affectations ont été remises jeudi dans la wilaya de Mostaganem aux bénéficiaires de logements sociaux locatifs dans neuf communes, a-t-on constaté. Ces logements sont répartis en 140 logements dans les daïras de Ain Nouissy, 100 à Kheireddine, 67 à Bouguirat, 51 à Hadjadj, 50 à Mesra, 48 à Touahria, 37 à Ain Sidi Chérif, 20 à Khadra et sept à Boughalem. Le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar, a présidé une cérémonie de remise symbolique de plus de 60 pré-affectations dans une ambiance de joie et de satisfaction des bénéficiaires. Il est attendu la remise des autres affectations à partir de dimanche prochain au niveau des daïras

concernées. Dans ce contexte, le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a signalé l'attribution, avant la fin du mois en cours, de 480 logements de ce quota global, indiquant que les travaux de ces logements sont achevés à 100%, alors que l'aménagement externe des 40 logements restants, qui seront attribués avant la fin de l'année en cours, est en voie d'achèvement. Le wali a annoncé, par ailleurs, l'attribution de plus de 7 000 logements de différents programmes d'ici à la fin de l'année en cours à travers les communes de la wilaya, ajoutant que les services de la wilaya suivent quotidiennement les travaux des chantiers. M. Temmar a insisté égale-

ment sur le lancement prochain de l'aménagement urbain des 550 douars avec la pose des canalisations d'AEP, d'assainissement et d'électricité. L'opération se trouve en phase de diagnostic et les travaux seront entamés selon les capacités financières de la wilaya. La directrice de l'habitat, Fatiha Kessira, a indiqué que 4 322 logements publics locatifs ont été attribués cette année où 1 146 bénéficiaires ont reçu les clés et 3 176 autres des pré-affectations dans les communes de la wilaya. Il est attendu l'attribution, avant la fin de l'année en cours, de 2 934 logements publics locatifs dans toutes les communes. **Maya T./Agences**

Béchar

## Plusieurs projets de ressources en eau concrétisés à Béni-Abbès

**P**lusieurs projets tendant à l'amélioration du quotidien des habitants de la commune de Béni-Abbès (Béchar) ont été récemment concrétisés par le secteur des ressources en eau au titre du programme de développement sectoriel, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Parmi ces opérations, quatre forages pour le renforcement du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) de cette commune (264 km au sud de

Béchar) ont été réalisés et mis en exploitation pour un coût de 31 millions DA, a-t-on précisé. Les services locaux de la direction de wilaya des ressources en eau ont réalisé, en outre, un réseau d'AEP dans deux nouveaux lotissements ruraux implantés au chef lieu de la commune et au ksar de Bchir, afin de répondre à la demande des bénéficiaires de ces groupements ruraux, en plus de leur dotation d'un réseau d'assainis-

sement pour un coût de plus de 16 millions DA, a-t-on ajouté. Le secteur a aussi procédé à la réalisation d'une station de traitement et d'épuration des eaux usées au profit de cette collectivité, dans le but de récupérer les eaux traitées et de leur réutilisation à des fins d'irrigation agricole, mais aussi de préserver l'environnement. Ce projet a nécessité un financement de plus de 285 millions DA, dégagé sur le programme de développement sec-

toriel, a-t-on aussi fait savoir. Pour sa part, la direction de l'urbanisme et de la construction a financé, pour plus de 17 millions DA, une opération d'extension et de rénovation d'une partie du réseau d'AEP du groupement urbain «Hamel-Dahmane», au chef-lieu de la commune, et ce, dans le cadre d'un programme d'amélioration du cadre de vie du citoyen, selon la même source. **N.H.**



## Sahara occidental

# Ould Salek dénonce l'inaction du Conseil de sécurité, «devenu partie du problème»

■ Le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Salem Ould Salek, a dénoncé à New York l'inaction du Conseil de sécurité des Nations unies face aux dépassements commis par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés qui risquent, a-t-il dit, «de mener la région à une confrontation certaine».



Par Faiza O.

«**N**ous avons fait appel au Conseil de sécurité pour assumer ses responsabilités sur la Minurso qui a un seul mandat, celui de l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui», a déclaré M. Ould Salek l'APS à partir du siège des Nations unies à New York. Le ministre des Affaires étrangères sahraoui a ajouté qu'il était temps au Conseil de sécurité «de se ressaisir et de déterminer une date pour la tenue de ce référendum», dénonçant par la même occasion «le blocage exercé par la France au sein de cet organe

onusien» qui empêche tout progrès vers la résolution du conflit du Sahara occidental. «Le Maroc va mener la région à une confrontation certaine si le Conseil de sécurité n'assume pas ses responsabilités en l'obligeant à renouer avec ses engagements inscrits dans le plan de règlement du conflit et à respecter le cessez-le-feu signé par les deux parties en 1991», a-t-il averti. «La balle est dans le camp du Conseil de sécurité (mais cet organe censé faire respecter les résolutions des Nations unies) est devenu pratiquement une partie du problème», a-t-il regretté. Et d'ajouter qu'«il y a un blocage au niveau du Conseil de sécurité, étant donné l'attitude d'un pays membre permanent en

l'occurrence la France» qui s'oppose à toute initiative visant la relance des négociations, à l'arrêt depuis 2012. M. Ould Salek a indiqué que le Front Polisario a attiré à New York l'attention de la communauté internationale sur les graves violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. Le Maroc, a-t-il dit, jouit d'une impunité quasi-totale lui permettant de poursuivre ses crimes commis contre les prisonniers sahraouis et de maintenir la pression sur les organisations des droits de l'homme et la presse dans les territoires occupés. Il était aussi question, selon M. Ould Salek, de sensibiliser la communauté internationale à la nécessité de mettre fin au pillage des res-

sources naturelles au Sahara occidental par le Maroc et à ses tentatives pour changer la composante démographique des territoires occupés. «Le Maroc continue de transférer sa propre population civile dans ces territoires en violation de la Convention de Genève» relative à la protection des personnes en temps de guerre. Le nombre de Marocains actuellement représenté deux fois plus que celui des citoyens sahraouis, a-t-il décrié. Interrogé sur l'état de la relance des pourparlers, le chef de la diplomatie sahraouie a fait savoir qu'une rencontre, tenue la semaine dernière à New York entre les représentants du Front Polisario, les deux pays observateurs du processus de paix et Christopher Ross, a fait ressortir la nécessité pour M. Ross (le représentant personnel du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon) d'entamer une nouvelle tournée pour faire avancer les négociations conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Mais «la complicité, dont jouit le Maroc au sein du Conseil de sécurité empêche Ross tout comme le secrétaire général de l'ONU et la Minurso d'accomplir leurs missions», a-t-il affirmé. «Le Maroc est en train de bloquer le travail de l'envoyé spécial comme il a bloqué auparavant la visite du SG de l'ONU au territoires occupés», a rappelé Ould Salek. Christopher Ross devait reprendre ses navettes diplomatiques dans la région en août dernier mais sa visite s'est heurtée à nouveau au refus des autorités marocaines qui le considèrent toujours comme persona non grata dans les territoires sahraouis occupés. L'émissaire de l'ONU a déjà fait part récemment de la persistance de l'hosti-

lité du Maroc à son égard. Rabat continue d'entraver le processus de négociations directes malgré la demande du Conseil de sécurité et celle du secrétariat général de l'ONU de reprendre les négociations sur le statut du Sahara Occidental occupé. Dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental a été illégalement occupé par le Maroc en 1975, après le départ des troupes espagnoles, et reste à ce jour inscrit à l'ONU au chapitre des territoires à décoloniser, conformément aux règles du droit international en la matière.

F.O./APS

Tunisie

## Première escale d'un bateau de croisière depuis l'attentat du Bardo

UN BATEAU de croisière est arrivé jeudi à la Goulette, près de Tunis, une première depuis l'attentat du musée du Bardo en mars 2015 qui avait durement affecté le secteur du tourisme en Tunisie. Le paquebot Europa de la compagnie allemande Hapag-Lloyd Cruises, avec à son bord quelque 350 passagers, a accosté vers 07h30 sous haute sécurité, selon des correspondants de presse sur place. Les boutiques touristiques de la Goulette ont offert des bouquets de jasmin à ces croisiéristes, pour la plupart de nationalité allemande selon l'Office national du tourisme (ONTT), a-t-on indiqué. «L'arrivée de l'Europa ne constitue pas en soi une reprise des activités des croisières en Tunisie. Mais elle est très importante parce qu'elle adresse un message positif et rassurant», s'est réjoui Malek Ghanemi, le directeur du terminal de croisière de la Goulette. 21 touristes étrangers – pour la plupart des passagers de bateaux de croisière – et un policier avaient été tués le 18 mars 2015 dans l'attaque du musée du Bardo à Tunis revendiquée par le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech). Dans la foulée de l'attentat du Bardo, les compagnies internationales avaient suspendu leurs escales en Tunisie. Ce drame, suivi d'une deuxième attaque revendiquée par l'EI en juin 2015 près de Sousse (38 touristes tués), a entraîné une chute vertigineuse de la fréquentation touristique, un secteur qui représentait jusque-là 7% du PIB.

R.M.

## Libye

## Les frappes américaines contre Daech durent plus que prévu

Les frappes aériennes américaines contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI-Daech) à Syrte, sont entrées dans leur troisième mois, plus longtemps qu'initialement anticipé par le Pentagone. Au démarrage de ces bombardements le 1<sup>er</sup> août, les responsables américains avaient estimé que la campagne en appui des forces du gouvernement d'union nationale libyenne (GNA) serait probablement courte, se mesurant «en semaines et non en mois». Mais les groupes terroristes n'ont pas encore été délogés de trois quartiers de Syrte, ville côtière située à 450 km à l'est de Tripoli. Sur la seule journée de dimanche, les forces américaines ont mené 20 frappes, selon le commandement des forces militaires en Afrique (Africom). Selon le Pentagone, le rythme des opérations est dicté par le GNA.

«Nous sommes maintenant dans la dernière partie de la ville, la plus dense», a déclaré le capitaine Jeff Davis, porte-parole du Pentagone. Lancée le 12 mai, l'opération de reconquête de Syrte progresse par à-coups, les troupes du GNA lançant régulièrement de nouvelles offensives entrecoupées de périodes de calme. Les combats de Syrte ont fait plus de 450 morts et quelque 2.500 blessés au sein des forces du GNA. Le bilan humain dans les rangs des membres de l'EI reste inconnu.

### L'Unesco condamne le meurtre d'un journaliste néerlandais

La directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Irina Bokova, a

condamné l'assassinat d'un journaliste néerlandais, Jeroen Oerlemans, en Libye, dimanche dernier. Dans une déclaration à la presse, M<sup>me</sup> Bokova a rappelé l'obligation qui s'impose à tous de respecter le statut civil des journalistes couvrant les zones de conflit. «Prendre les journalistes pour cible est une entorse aux accords internationaux, notamment les Conventions de Genève, qui interdisent l'usage de la violence à l'encontre des journalistes en toutes circonstances», a martelé M<sup>me</sup> Bokova. Jeroen Oerlemans, qui travaillait pour le quotidien néerlandais De Volkskrant, a été tué d'une balle dans la poitrine par un sniper de l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech) alors qu'il couvrait les affrontements à Syrte.

Kamel L./Agences



Nobel de la paix

# Le président colombien Juan Manuel Santos distingué cette année

■ Le prix Nobel de la paix a été attribué hier au président colombien Juan Manuel Santos pour avoir conclu un accord avec la guérilla marxiste des Farc pour clore un conflit de plus de 50 ans. L'accord a été rejeté de justesse par la population colombienne dimanche mais « le fait qu'une majorité des votants ait dit non à l'accord de paix ne signifie pas nécessairement que le processus de paix est mort », a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Kaci Kullmann Five.



Ph. &gt; D. R.

« Je continuerai à rechercher la paix jusqu'à la dernière minute de mon mandat parce que c'est le chemin à suivre pour laisser un pays meilleur à nos enfants », déclarait

encore dimanche ce chef d'État deux fois élu, en arborant à son revers son éternelle petite colombe blanche. Une déclaration alors que les Colombiens venaient de rejeter majoritairement par référendum l'accord de paix avec la guérilla des Farc, le jugeant trop favorable pour les guérilleros. « Le président a fait preuve d'un leadership courageux. Courageux car il a préféré la paix à l'inertie de la guerre. Courageux parce qu'il s'est soumis à la décision des citoyens », soulignait en début de semaine Humberto de la Calle, chef des négociateurs avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). L'accord historique qu'il a obtenu est le résultat de près de quatre années de pourparlers délocalisés à Cuba avec la plus ancienne et plus

importante guérilla du pays. Il a été signé à La Havane le 24 août, une réussite saluée par la communauté internationale. Faire la paix avec les Farc « demandait courage, audace, persévérance et beaucoup de stratégie : qualités et points forts de Santos », a déclaré à l'Agence France-Presse Mauricio Rodriguez, son beau-frère et conseiller depuis plus de vingt ans. Dimanche, il avait twitté : « Les grands leaders travaillent pour la paix, contre vents et marées, jusqu'au dernier jour de leur vie ! » Juan Manuel Santos, 65 ans, issu d'une famille de la haute société de Bogota, a débuté en politique en 1991.

D'abord journaliste, il avait remporté le prix du roi d'Espagne pour ses chroniques sur la révolution sandiniste au Nicaragua. Ce travail « nous a profondément

marqués », a-t-il dit un jour à propos de cette investigation menée avec son frère Enrique, autre acteur clé du processus de paix entamé officiellement avec les Farc en 2012, mais secrètement dès l'accession au pouvoir de Juan Manuel Santos en 2010.

Lorsqu'il a fait son entrée au palais présidentiel Casa de Nariño, ce politique qui se définit comme d'« extrême centre » avait déjà poursuivi la guérilla, lors d'une implacable croisade menée alors qu'il était ministre de la Défense de son prédécesseur de droite Alvaro Uribe. Le but : affaiblir les Farc pour les contraindre à négocier. Il a ainsi fait la guerre pour parvenir à la paix, notaient des analystes. Le président a toujours affirmé qu'il ne cherchait pas une récompense pour son combat pour la réconciliation de la Colombie, déchirée par des décennies d'une confrontation entre guérillas d'extrême gauche, paramilitaires d'extrême droite et forces armées, qui a fait plus de 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,9 millions de déplacés. « Je ne cherche pas les applaudissements. Je veux faire ce qui est correct », déclarait lors d'une interview à l'Agence France-Presse cet homme décrit comme très rationnel et parfois critiqué pour sa froideur apparente. L'attribution du Nobel hier lui apporte toutefois un soutien personnel de premier plan pour la suite de ses efforts. Admirateur de Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et Nelson Mandela, lecteur vorace et cinéophile, Juan Manuel Santos a toujours dit que sa force venait de sa famille, fondée en 1988 avec Maria Clemencia Rodriguez, surnommée « Tutina » et mère de leurs trois enfants.



## Points chauds

Légitimité

Par Fouzia Mahmoudi

Si Alain Juppé malgré une nette avancée de Nicolas Sarkozy ces derniers mois dans les sondages reste tout de même confortablement devant, il continue néanmoins à mener sa campagne et ne ménage aucun effort pour tenter de convaincre les Français, et non pas seulement les électeurs de droite, qu'il est la meilleure chance d'avenir pour la France. Invité de « l'Émission politique » jeudi 6 octobre sur France 2, le candidat à la primaire de la droite, s'est montré confiant sur ses chances de l'emporter face à son principal adversaire Nicolas Sarkozy, chez qui il sent « un peu de panique à bord », alors que les électeurs témoignent d'« une adhésion » en sa faveur, à six semaines du premier tour du scrutin interne. « Cette espèce d'outrance est mauvais signe, il y a un peu de panique à bord », a lancé l'ex-Premier ministre après avoir visionné les images d'un meeting de Nicolas Sarkozy en Alsace, où celui-ci parlait de « parjure » pour évoquer la participation éventuelle d'électeurs de gauche à la primaire des 20 et 27 novembre. « Si on commence à exclure dans la primaire, on est mal barrés, car on aura besoin de se rassembler en 2017 », une fois désigné le candidat de la droite pour la présidentielle. « Si quelqu'un veut saboter la primaire, il explosera en vol », a-t-il aussi dit à la fin de « l'Émission politique ». Soutiendra-t-il Nicolas Sarkozy si celui-ci remporte la primaire ? « La réponse est oui si les primaires sont honnêtes. Le maire de Bordeaux a assuré qu'« en ce moment, il y a un mouvement d'adhésion, je l'ai encore vu en Corse » lors d'un déplacement cette semaine. « Les gens sont enthousiastes, je les rassure, je sens ce mouvement qui est un mouvement positif », a ajouté le favori des sondages. « Ma matrice, c'est l'amour de la France, c'est une vision de la France, que la France est diverse, qu'il faut respecter cette diversité, parce que c'est une richesse ». Interrogé sur les propos de l'ex-ministre de l'Économie Emmanuel Macron sur sa « probité », en allusion à sa condamnation de 2004, il a indiqué qu'il ne se sentait « pas concerné » et qu'il avait été « relégitimé » par les élections qu'il a gagnées par la suite. Et de toute évidence, les Français pensent de même, alors même que tous les sondages même ceux concernant l'élection présidentielle d'avril prochain le donnent vainqueur face à tous les autres candidats éventuels. Reste à savoir, si Nicolas Sarkozy acceptera la probable victoire de son adversaire ou s'il utilisera les moyens auxquels il a accès en temps que président de Les Républicains pour fausser les résultats du scrutin, chose dont semble d'ores et déjà s'inquiéter Juppé.

F. M.

## Inondations en Corée du Nord

### Les ONG craignent un nouveau désastre

Les organisations humanitaires ont mis en garde hier contre un « second désastre » à l'approche de l'hiver en Corée du Nord alors que des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux enfants, sont toujours privées de toit après les inondations de la fin août.

Selon les estimations, près de 70 000 personnes ont perdu leur domicile dans les inondations désastreuses qui ont frappé la province du Nord Hamgyong, faisant plus de 130 morts.

Dans un communiqué publié hier, Save the Children et l'Unicef ont expliqué que le thermomètre allait descendre en dessous de zéro dans les régions touchées par les inondations à partir de la fin octobre, quand « arrive le long et rigoureux hiver ».

« Des milliers d'enfants souffrent et l'hiver qui s'approche provoquera un second désastre si nous n'augmentons pas notre

aide à ces enfants et à leur famille », a déclaré Oyunsaihan Dendeunorov, responsable de l'Unicef pour la Corée du Nord.

« Ils ont tout perdu : l'eau potable, la nourriture, les médicaments, un abri. Sans aide supplémentaire, la souffrance des enfants va aller en s'aggravant », a-t-elle ajouté. Les inondations consécutives à des pluies torrentielles se sont produites le long du fleuve Tumen, qui marque une partie de la frontière entre Corée du Nord sur une rive et Chine et Russie sur l'autre.

La crue a dévasté des villages et rasé des maisons. Paolo Fattori, directeur de programme pour la Corée du Nord de Save the Children a lancé un appel aux dons. « La situation est aujourd'hui urgente, à une échelle gigantesque plus vue depuis des décennies. C'est pourquoi la communauté internationale doit monter au créneau ». Les

agences appellent à une aide de 28,2 millions de dollars, pour l'assistance à court et long terme, besoins quotidiens ou réparation du système hydraulique.

La Croix-Rouge avait lancé un appel similaire le 21 septembre mais seuls 11% des 15,5 millions de dollars demandés ont été recueillis. Les ONG disent qu'il est de plus en plus difficile de lever des fonds en raison du programme nucléaire de la Corée du Nord qui lui vaut d'être condamnée par la communauté internationale. Faute d'infrastructures et d'aménagements adéquats, la Corée du Nord est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles, en particulier aux inondations dues notamment à la déforestation.

En 2012, inondations et glissements de terrain avaient fait 169 morts, 400 disparus et 212 200 déplacés.



Afin de consacrer un appui matériel à la culture

# Le ministre en appelle aux entreprises économiques

■ Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a appelé, jeudi soir à Annaba, à consacrer un appui matériel à la culture pour la promouvoir et la relever.

Par Adéla S.

**A**u cours de l'ouverture de la 2<sup>e</sup> édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM), au théâtre régional Azzedine-Medjoubi, le ministre a précisé que la manifestation culturelle et cinématographique de la Coquette Annaba a besoin d'un accompagnement matériel et artistique, appelant les entreprises économiques à participer à relever l'acte culturel. M. Mihoubi a affirmé que des acquis dans la promotion du cinéma et de la production cinématographique ont été réalisés en Algérie, rappelant le projet de la cité cinématographique en cours de réalisation à Alger. Il a, dans ce sens, ajouté que la dynamique culturelle du 7<sup>e</sup> art dans le pays sera consolidée prochainement par trois nouvelles productions cinématographiques à savoir, un film algéro-tunisien sur Saint Augustin, un autre sur l'érudit Abdelhamid Benbadis et un troisième sur le

héros Larbi Ben M'hidi. L'ouverture de la 2<sup>e</sup> édition du FAFM, organisée avec la participation de 17 pays méditerranéens dont l'Iran, l'invité d'honneur de cette édition, a été marquée par la projection du film «*Nahid*» réalisé par Ida Panahandeh. D'une durée de 45 mn, le film relate la situation de la femme iranienne à travers Nahid, la femme qui refuse de se soumettre au conformisme de sa société. Seize films dont trois longs métrages algériens de production récente sont en compétition au cours de cette 2<sup>e</sup> édition du FAFM qui devra se poursuivre jusqu'au 12 octobre en cours. Les films algériens sont «*Ouakāi karyati*» (Chronique de mon village) de Karim Traïdia, «*El Lawha el mathkoubā*» (Le tableau troué) de Djamel Azizi et «*Al'aan youmkinikoum el madji*» (Maintenant, vous pouvez venir) de Salem Brahimi. Six courts métrages et six films documentaires aux côtés de plusieurs productions du cinéma amateur sont au programme de cette

nouvelle édition du FAFM, ouverte en présence de plusieurs artistes, des autorités locales et des consuls de France, d'Espagne et un public nombreux.

## Un plan pour organiser les salles de cinéma afin de relancer le 7<sup>e</sup> art

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, jeudi à Annaba, qu'un plan ambitieux est actuellement engagé pour aménager les salles de cinéma, organiser les spectacles cinématographiques et relancer le 7<sup>e</sup> art.

Ce plan prévoit l'association du capital privé à cette opération, a souligné le ministre durant la cérémonie de réouverture de la cinémathèque d'Annaba.

Il a précisé, à la même occasion, que 80 salles de cinéma, à l'échelle nationale, ont été à ce jour rouvertes dans le cadre de cette opération. Des accords seront conclus entre l'Office



Ph. > D. R.

national pour la culture et l'information et les distributeurs de films pour permettre aux cinéphiles de suivre les films les plus

récents de l'industrie cinématographique mondiale, a affirmé M. Mihoubi. Le ministre de la Culture a salué, en outre, les réalisations accomplies en matière de structures de production dont «la cité cinématographique réalisée à Alger en un temps record». Prévue pour 230 places et dotée d'installations de projection numérique DCP (Digital cinema package), la salle de la cinémathèque a été inaugurée à quelques heures de l'ouverture au théâtre régional «Azzedine-Medjoubi» de la seconde édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM). **Adéla S./APS**

## Fibda 2016

# Des bandes dessinées traduites en tamazight présentées pour la première fois

**L**e 9<sup>e</sup> Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) présente pour la première fois des bandes dessinées du bédéiste finlandais, Ilpo Koskela, traduites du finnois et de l'anglais vers le tamazight. Le stand «Oxygen Publishing House», une maison d'édition algérienne, propose deux romans graphiques traduits du finnois et de l'anglais au tamazight, en plus d'un autre recueil de poèmes du poète suédois Thomas Transtromer, lauréat du Prix Nobel de la littérature en 2011. L'ouvrage traduit en tamazight «*Agrrabu n ugafa*» (Le voilier du Nord) aborde en 128 pages la Guerre de Crimée (1853-1856) qui opposa l'Empire russe au Royaume-Uni, alors que «*Actewtew n ccitan*» (Murmures du diable) revisite en 120 pages la Guerre froide, particulièrement le conflit entre

les Etats-Unis d'Amérique et Cuba, appuyé en 1961 par l'ex-URSS. Par cette version, le traducteur algérien Hamza Amarouche entend «contribuer à former un lectorat, notamment chez les enfants, qui lit en tamazight», a-t-il confié à l'APS. Il considère que la «littérature finno-scandinave est authentique, développée et mondialement connue, alors qu'elle est méconnue en Algérie». Etabli en Finlande depuis cinq ans, Hamza Amarouche traduit de l'anglais et du finnois vers le tamazight mais aussi l'arabe. Son premier ouvrage, une traduction vers tamazight d'une collection de nouvelles américaines intitulée «*Un départ sans adieu*», est paru en 2004. L'auteur Ilpo Koskela qui participe pour la deuxième fois au Fibda, estime, pour sa part, que la traduction de ses ouvrages vers la langue ama-

zighe est une «*valeur ajoutée*» à son parcours professionnel et artistique. La bande dessinée, dit-il, est très développée en Finlande où la presse de ce pays d'Europe du Nord a beaucoup investi dans le 9<sup>e</sup> art. Koskela a débuté sa carrière dans la BD trente ans auparavant, édité une dizaine d'ouvrages, traduits dans cinq langues, et participé à de nombreuses manifestations dédiées à la bande dessinée en Finlande et à l'étranger. Une quarantaine de pays participent au 9<sup>e</sup> Fibda qui se poursuit jusqu'au 8 octobre à l'Esplanade de l'Office Riadh El Feth à Alger. Neuf maisons d'édition algériennes spécialisées dans la BD y prennent part. **Racim C.**

## Maison de la culture de Tizi Ouzou

# Quatre nouveaux ateliers dédiés aux enfants

**L**a Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou ouvrira à l'occasion de l'année pédagogique 2016-2017 quatre nouveaux ateliers dédiés aux enfants, a-t-on appris jeudi de la directrice de l'établissement. Dalila Kemmar a annoncé l'introduction d'un atelier d'illustration dont l'objectif est d'encourager les enfants à lire et à les rapprocher du monde du livre, à travers la lecture puis l'illustration d'ouvrages qui leur seront proposés par les animateurs. Le deuxième atelier qui

sera ouvert pour cette session, sera dédié aux enfants aux besoins spécifiques, qui auront un espace d'expression et d'épanouissement en dehors des cellules familiales et des écoles spécialisées, a-t-elle expliqué. La maison de la culture compte lancer deux autres ateliers mensuels qui seront réservés à la prévention routière et à la protection de l'environnement, a affirmé M<sup>me</sup> Kemmar qui a évoqué dans le même sillage la relance de l'espace des jeux d'échecs fermé durant ces deux

dernières années pour absence d'animateurs. La première responsable de l'établissement a indiqué que des journées portes ouvertes sur les ateliers pédagogiques de la maison de la culture se tiendront à partir de vendredi et se poursuivront jusqu'au 12 octobre en cours dans le but de sensibiliser le grand public sur les disciplines prises en charge et inciter les parents à inscrire leurs enfants dans ces espaces. La maison de la culture compte 48 ateliers en plus de ceux qui seront ouverts cette

années et 53 animateurs, tandis que son annexe d'Azazga renferme 16 ateliers. Durant l'exercice 2015-2016, plus de 2 000 adhérents ont été initiés à différentes disciplines, notamment le théâtre, la musique, la danse, le modelage, la peinture et l'informatique. M<sup>me</sup> Kemmar a précisé que les inscriptions aux ateliers pédagogiques débuteront ce vendredi et seront ouvertes jusqu'au 7 novembre prochain au moment où les cours commenceront le 11 du même mois. **R. C.**

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Palais des raïs (Bastion 23, Alger) :**

**Jusqu'au 27 octobre :**

Exposition «Cartographie des forteresses d'Oran» du Centre géographique de l'armée espagnole.

**Galerie Ezzou'art**

**Jusqu'au 14 octobre :**

Exposition collective des artistes plasticiens Sneak, Lmnt Splntr et Chawki Atia sous le thème «the Past».

**Projection films aux Issers**

L'ONCIC met en exécution un programme de projection de films algériens à la salle des Issers, dans la wilaya de Boumerdès.

**Du 6 au 19 octobre :**

Projection de «*Machahou*» de Belkacem Hadjadj à raison de trois séances : 14h-17h-20h.

**Du 20 octobre au 5 novembre :**

Projection du long métrage «*Zabana !*» de Saïd Ould-Khelifa à raison de trois séances : 14h-17h-20h.

## Coup-franc direct

### Broos ou la guerre psychologique

Par Mahfoud M.

**L'**entraîneur belge de la sélection camerounaise, Hugo Broos, qui connaît très bien la mentalité algérienne pour avoir déjà travaillé chez nous dans les clubs de la JSK et du NAHD tente de mener une guerre psychologique, en essayant surtout de nous endormir. En effet, ce dernier dira que son équipe jouera la meilleure équipe d'Afrique et que si elle perdait cela ne sera pas en fait une surprise, surtout que l'objectif des Lions Indomptables ce n'est pas le Mondial. Doit-on se fier à ce langage et donc dormir sur nos lauriers ce dimanche ? Il est clair que tous les moyens sont bons pour remporter une bataille psychologique, et pour cela nos joueurs ne doivent, en aucun cas, se relâcher et se dire qu'ils peuvent l'emporter sans se donner à fond sur le terrain étant donné que les gars du Cameroun versent dans le fatalisme et se disent qu'il est quasi impossible de battre les Verts chez eux. Les Lions Indomptables nous réussissent peu et cela est une vérité à laquelle il faudra s'y faire et c'est pour cela que nous nous devons d'être prudents et de ne pas lâcher prise. Si Broos déclare que le Cameroun rajeunit et donc n'a pas d'expérience il ne faut pas prendre cela comme argent comptant, surtout que les jeunes parfois sont plus difficiles, étant donné qu'ils se donneront à fond pour prouver leurs valeurs et montrer ce dont ils sont capables. **M. M.**

### Voile/Championnat d'Afrique (Optimist)

## L'EN souhaite garder le titre en individuel

**LE DIRECTEUR** des équipes nationales (DEN) de voile, Mourad Ougsoum, a assuré que l'objectif de la sélection algérienne, spécialité optimist, au championnat d'Afrique de la discipline prévu du 8 au 14 octobre à Luanda (Angola), sera de conserver le titre continental en individuel et remporter une médaille par équipes.



«Notre objectif est clair, à savoir conserver le titre obtenu par Hichem Mokhtari en individuel lors de la dernière édition à Oran-2015 et monter sur le podium par équipes», a déclaré Ougsoum, avant le départ de la délégation algérienne pour la capitale angolaise. Le championnat d'Afrique de voile spécialité optimist, qui se déroulera du 8 au 14 octobre à Luanda, verra la participation de 80 athlètes représentant 14 pays, dont 8 véliplanchistes algériens. «La concurrence sera très rude pour nos athlètes, surtout chez les garçons après l'émergence d'un Angolais lors du dernier Championnat du monde au Portugal», a-t-il ajouté.

Concernant la participation féminine, le DEN a estimé que «l'Algérie aura son mot à dire, malgré la domination des athlètes d'Afrique du Sud et du Mozambique».

Selon le programme du championnat, les épreuves de qualification individuelles se dérouleront les 8 et 9 octobre, et seront suivies des épreuves par équipes le 10 octobre.

Après une journée de repos prévue le 11 octobre, les finales individuelles se tiendront les 12 et 13 octobre.

La sélection algérienne optimist, spécialité consacrée aux athlètes de moins de 15 ans, a entamé sa préparation pour le rendez-vous continental début septembre avec un stage précompétitif à Alger.

### Basket-ball/ Super Division A

## La saison 2016/2017 sera entamée le 28 octobre

**LE COUP** de d'envoi du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division «A», sera donné les 28 octobre avec la participation de 16 équipes réparties en deux groupes, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de la discipline (FABB).

«En raison des échéances internationales programmées en 2017 et l'important retard enregistré dans le démarrage de la saison sportive 2016-2017, la Fédération a élaboré un programme actualisé dans le sens des intérêts tant des clubs que des sélections nationales», a indiqué la FABB sur son site officiel.

Pour cette saison, la Super-Division «A» va passer de 14 à 16 équipes, qui seront réparties en deux groupes 8, selon la nouvelle formule de compétition adoptée par le bureau fédéral.

La FABB a également annoncé que le début du championnat d'Algérie dames, et la Super-Division «B», est prévu le 21 octobre.

Lors de la saison précédente, le GS Pétroliers avait été sacré champion d'Algérie de basket-ball, chez les dames et les messieurs.

## Mondial-2018/Algérie-Cameroun

# Le retour en force du public

■ Tous les billets ayant été mis en vente pour ce match qui se joue dimanche face au Cameroun pour le compte de la première journée du troisième et dernier tour des éliminatoires du Mondial 2018 de Russie ont été écoulés et de ce fait ce premier match des Verts se jouera à guichets fermés.



Un public des grands jours est attendu

Par Mahfoud M.

**U**n peu plus de 22.000 tickets sont mis en vente en vue du rendez-vous, dont la moitié a été écoulée déjà dès jeudi, précise la même source. La sélection algérienne dispute à Tchaker, un stade qui peut accueillir jusqu'à 35 000 spectateurs, la plupart de ses matchs officiels à domicile depuis 2008, dont ceux des qualifications de la Coupe du monde. C'est sur la pelouse de ce même stade d'ailleurs que les Verts sont parvenus à se qualifier aux deux précédentes éditions du Mondial (2010 et 2014).

Si peu d'engouement avait été enregistré lors des précédentes sorties de l'équipe nationale à Blida, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2017 au Gabon, un retour en force du public aux gradins de Tchaker est attendu contre les «Lions indomptables».

Un «come-back» justifié par l'importance du rendez-vous, sachant que les Algériens sont tombés dans un groupe B très relevé composé également du Nigeria et de la Zambie.

### Des mesures sécuritaires ont été prises

Par ailleurs, les services de Sûreté de la wilaya de Blida ont pris une série de mesures préventives pour assurer le bon déroulement de la rencontre Algérie-Cameroun, dimanche au stade Mustapha Tchaker de Blida (20h30).

«Tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour le bon déroulement de la rencontre avec la clôture jeudi dernier à 12h00 de la première partie consacrée à la vente des billets», a déclaré le Lieutenant Mekahlia Abdelhafid du service de wilaya de la sécuri-

té publique à la Chaîne 1 de la Radio algérienne. Le match Algérie-Cameroun se jouera à guichets fermés étant donné que l'opération de vente des billets, a été clôturée jeudi avec la mise en vente de plus de 22 000 tickets.

Pour assurer le succès de cette rencontre qui s'inscrit au titre de la première journée des éliminatoires du Mondial-2018 en Russie, un dispositif sécuritaire a été mis en place à travers un contrôle rigoureux des supporters et de sécuriser leur entrée et sortie, avant, pendant et après le match, a fait savoir le même responsable. «Ce dispositif sécuritaire entrera en vigueur à partir des premières heures de la journée de dimanche. Une parcelle de terrain a été aménagée pour permettre aux supporters de garer leurs voitures en toute sécurité», a-t-il ajouté. Le stade Mustapha-Tchaker de Blida ouvrira ses portes dimanche à partir de 13h00. **M. M.**

### Rabah Madjer

## «L'Algérie doit impérativement s'imposer»

**L'**ancien international algérien Rabah Madjer s'attend à un match «très difficile» entre l'Algérie et le Cameroun dimanche soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour le compte de la première journée des qualifications de la Coupe du Monde 2018, groupe B. «L'Algérie doit impérativement s'imposer face au Cameroun. Ce dernier doit éviter la défaite. Les Verts doivent s'imposer car en déplacement ils risquent d'avoir des problèmes, notamment l'adaptation aux conditions climatiques. Ce sera un match très difficile. Mais l'Algérie aura l'avantage du terrain et du public. Il ne faut pas oublier aussi que les Algériens n'ont jamais perdu au stade de Blida. C'est ce qui me laisse optimiste (rires)», a déclaré Madjer au micro de cafonline.com. Pour l'ancien sélectionneur des Verts, la clé de

cette rencontre dépend de l'état de forme des joueurs. «Tout dépendra de l'état de forme des joueurs. En plus, un tel match risque de se jouer sur un petit détail. Ca va être serré. Pour l'Algérie, je pense qu'il faut impérativement l'emporter et pour cela, il faudra être offensif sur le terrain tout en étant vigilant derrière, face à une attaque camerounaise rapide. L'Algérie possède une très bonne ligne d'attaque avec les Slimani, Feghouli, Mahrez et Brahimi», a-t-il estimé. Interrogé sur l'autre rencontre du groupe B entre la Zambie et le Nigeria, l'ancienne star de Porto a répondu : «Le Nigeria répond toujours présent dans les grands événements. Avec cette élimination à la CAN 2017, les Super Eagles vont se donner à fond pour se qualifier au mondial russe, tout comme la Zambie qui est presque dans la même situation. A mon

avis, ce sera un match ouvert.» Lors de la seconde journée des éliminatoires prévue en novembre, l'Algérie se déplacera au Nigeria. Ce sera un autre choc pour les hommes de Milovan Rajevac, mais pour Madjer, l'Algérie est la «bête noire» des Nigériens. «Oui, mais je pense que l'Algérie est la bête noire du Nigeria. On leur a souvent créé des problèmes. Ce sera un bon test pour les Verts après le Cameroun parce que jusque-là, on n'a pas encore affronté une grande équipe. On s'est contenté uniquement du Lesotho, du Malawi, des Seychelles, de l'Ethiopie et d'autres équipes. Ce sera un bon test pour l'Algérie surtout que la CAN 2017 approche», a souligné celui qui a permis au FC Porto d'être sacré champion d'Europe en 1987 avec notamment la fameuse talonnade devenue une marque déposée.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Rentrée scolaire et universitaire à Tizi Ouzou

## L'APW tire la sonnette d'alarme

UNE COMMISSION de suivi des projets du secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur dans la wilaya de Tizi Ouzou sera installée à la faveur d'une délibération adoptée à l'unanimité, jeudi dernier, au terme des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée au déroulement de la rentrée scolaire et universitaire 2016/2017.

Telle a été la principale décision prise par les élus après débat autour de l'état d'avancement des projets inscrits à l'indicatif des deux secteurs, l'éducation et l'enseignement supérieur. La commission en question, qui sera constituée d'élus au sein de cette même Assemblée, aura pour mission principale de suivre l'état de réalisation des opérations inscrites à l'indicatif de ces deux secteurs, d'identifier d'éventuelles entraves et d'apporter leur contribution visant à lever ces contraintes et permettre ainsi leur mise en service dans les délais contractuels.

Parmi ces projets frappés de retard qui seront au menu des travaux de cette commission figurent les 17 500 lits et 17 000 places pédagogiques en cours de réalisation au niveau du pôle universitaire de Tamda dans la commune de Ouaguenoune (14 km à l'Est de Tizi Ouzou).

Ces opérations datent de 2007 et jusqu'à la rentrée 2016/2017 seulement 4 300 places pédagogiques et 3 000 lits sont concernés par leur réception. A ce propos, le secrétaire général de la wilaya Zinedine Tibourtine a assuré quant à la livraison de 4 000 places pédagogiques et 3 000 lits d'ici le 20 octobre courant.

Pour le secteur de l'éducation, son premier responsable local, Djamel Belkadi a annoncé la livraison du lycée de la commune de Boudjima avant la fin de l'année et que d'autres structures relevant des trois paliers sont également en cours d'achèvement.

Le directeur de l'éducation a fait part du déficit en encadreurs auquel est confronté son secteur, conséquence de départs massifs en retraite des travailleurs. Il a ce propos, annoncé l'ouverture d'un concours de recrutement de chefs d'établissement durant ce mois d'octobre.

Par ailleurs, la commission éducation, enseignement supérieur et formation professionnelle de l'APW a, dans son rapport lu à l'entame des travaux de cette session, dressé un état des lieux, marqué le déficit en encadreurs, la dégradation dans les établissements en cours d'utilisation, du retard dans la livraison de nombreux projets, d'un manque d'entretien dans les résidences universitaires et la mauvaise qualité des repas servis aux étudiants.

Pour la même commission, la wilaya de Tizi Ouzou a fait sa rentrée scolaire et universitaire dans les mêmes conditions que celles des rentrées précédentes avec leurs lots de dysfonctionnements et d'insuffisances.

Pour le président de l'APW Mohamed Klaleche, «malgré nos déplacements sur les lieux, nos alertes, et les recommandations de la dernière session extraordinaire quant à la nécessité de livrer ces structures avant la rentrée 2016/2017, hélas rien n'est fait et les engagements pris ne sont pas respectés».

Le P/APW fait savoir que «les étudiants de la 1<sup>re</sup> année universitaire n'ont pas encore rejoint les bancs de leurs amphithéâtres, les opérations de réhabilitation des facultés et du renouvellement des équipements et du mobilier attendent toujours» avant d'avertir que cette situation «pourrait relancer la protestation et les conflits».

Hamid M.

## 50 logements promotionnels privés d'Akbou

### Les acquéreurs durcissent le ton par la fermeture de la route nationale

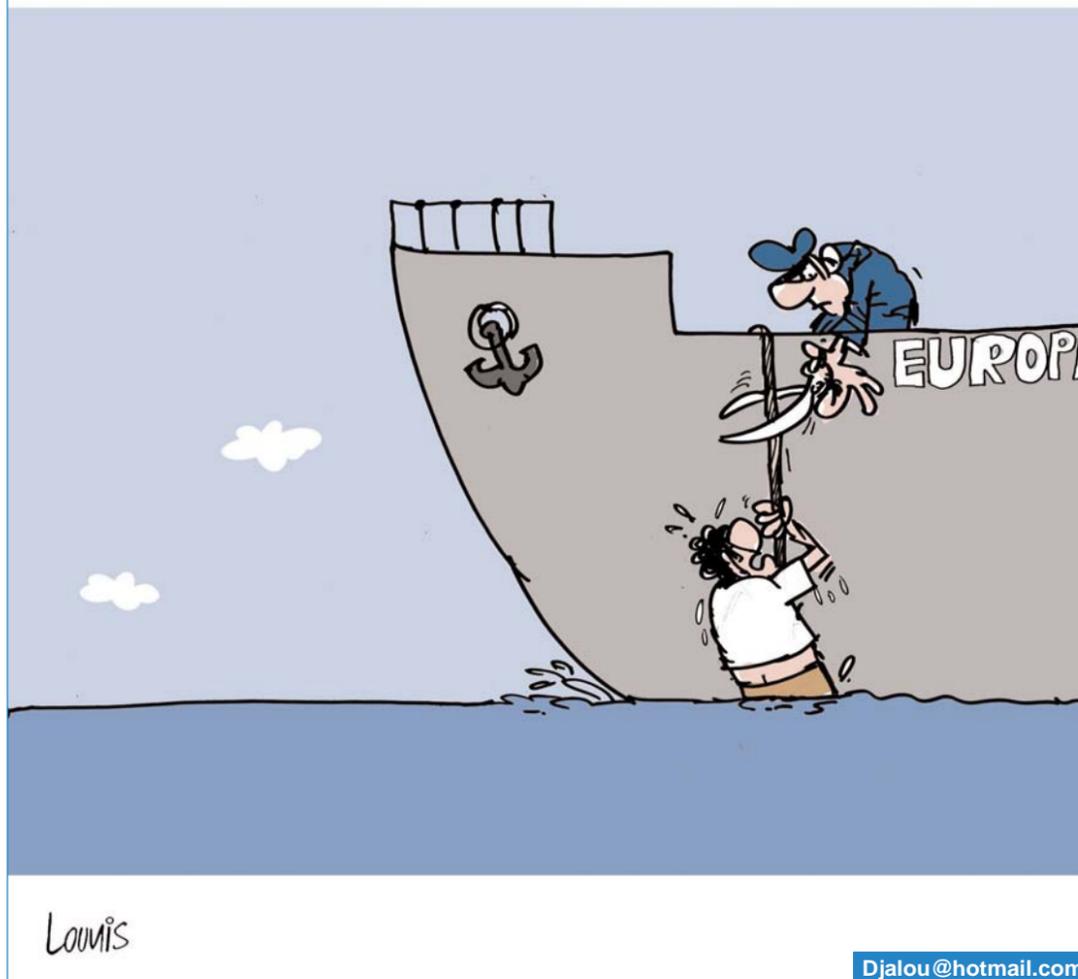
LES BÉNÉFICIAIRES des 50 logements promotionnels réalisés par l'entreprise privée «Hidja» à proximité du boulevard du 1<sup>er</sup> Novembre à Akbou, ou près du stade d'Akbou, ont fermé avant-hier la RN 26 toute la matinée pour «exiger les clés et les décisions de leurs logements» après 10 ans d'attente et de flou entretenu par le promoteur autour de ce projet. Tahar Amghar, l'un des acquéreurs, nous a raconté ses souffrances et celles des autres bénéficiaires : «Nous avons décidé de fermer de la route comme dernier recours car nous avons tenté toutes les démarches auprès des autorités et du

promoteur lui-même par le passé mais ce dernier ne veut rien entendre et a été jusqu'à creuser une tranchée aux alentours du site pour nous empêcher d'occuper nos logements». E effet, ces derniers avaient d'abord observé un rassemblement devant le site mardi dernier pour ramener leurs familles le lendemain, soit mercredi, sur les lieux pour les occuper. Mais ils ont été surpris de découvrir que le promoteur avait creusé une tranchée pour rendre l'accès difficile. Cela a provoqué l'ire des acquéreurs qui ont décidé de radicaliser leur mouvement. La route a été ouverte vers 12h30 après l'intervention du

commandant de la Gendarmerie nationale et du commissaire de la ville d'Akbou qui ont négocié avec les protestataires qui ont, finalement, accepté de rouvrir la voie contre une intervention auprès des autorités concernées afin de trouver une solution rapide à leur problème. Les protestataires avaient, rappelons-le, observé plusieurs actions par le passé et saisi toutes les autorités concernées, y compris le ministère de l'Habitat, afin de trouver une solution à leur problème, mais sans succès.

H. Cherfa

## L'EUROPE DURCIT LE DROIT D'ASILE



## Azeffoun

### Deux terroristes abattus

■ Deux terroristes ont été abattus hier à Azeffoun, dans la wilaya de Tizi Ouzou, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

« Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, et suite à une opération de fouille et de ratissage ce matin du 7 octobre 2016, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu deux terroristes à Azeffoun, Tizi Ouzou », note le MDN.

Cette opération qui est « toujours en cours », a permis la récupération de « deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov », précise la même source.

Un autre terroriste éliminé à Boumerdès

Un dangereux terroriste dénommé «H. Djamel» qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, a été mis hors d'état de nuire jeudi après-midi, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire près de la commune de Baghliia, dans la wilaya de Boumerdès, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

« Dans le cadre de lutte anti-terroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage près de la commune de Baghliia, wilaya de Boumerdès, un détachement de l'ANP a mis hors d'état de nuire, dans l'après-midi d'aujourd'hui 06 octobre 2016, le dangereux terroriste recherché dénommé H. Djamel qui avait rallié les

groupes terroristes en 1994 », précise le MDN.

« Un pistolet automatique et une quantité de munitions ont été récupérés lors de cette opération qui est toujours en cours », ajoute la même source.

S. O.

### Détention de drogue et de substances psychotropes 149 interpellations dans la wilaya d'Alger

LES SERVICES de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé, au cours de la première semaine d'octobre, à l'arrestation de 149 individus pour détention de drogues et de substances psychotropes, a indiqué hier un communiqué des services de la Sûreté de la wilaya d'Alger.

Les mêmes services ont procédé à la même période à l'arrestation de 55 personnes pour port d'armes prohibées, a précisé le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène des parkings anarchiques à travers les rues et les quartiers de la capitale, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont recensé durant cette période 10 parkings illicites et appréhendé 13 contrevenants qui ont été auditionnés.

Yanis F.